

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F 87 — 818

31 MARS 1987. — Arrêté royal accordant une dérogation en vue du dépassement du cadre organique de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par les arrêtés royaux n° 4 du 18 avril 1967 et n° 88 du 11 novembre 1967 et par la loi du 30 juin 1975;

Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, notamment l'article 51, § 2, modifié par l'article 78 de la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1984 portant fixation du cadre organique de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés est autorisé à dépasser son cadre organique à concurrence de 37 unités, en recourant à l'emploi de chômeurs.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1987 et cessera d'être en vigueur le 30 septembre 1987.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 818

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit tot verlening van een afwijking met het oog op de overschrijding van de personeelsformatie van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 4 van 18 april 1967 en nr. 88 van 11 november 1967 en bij de wet van 30 juni 1975;

Gelet op de wet van 28 december 1973 betreffende de begrotingsvoorstellen 1973-1974, inzonderheid op artikel 51, § 2, gewijzigd bij artikel 78 van de programmawet 1981 van 2 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1984 tot vaststelling van de personeelsformatie van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers wordt gemachtigd zijn personeelsformatie met 37 eenheden te overschrijden, door beroep te doen op de tewerkstelling van werklozen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1987 en zal ophouden van kracht te zijn op 30 september 1987.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 87 — 819

22 JANVIER 1987. — Décret portant modification de l'intitulé du titre premier du livre II ainsi qu'abrogation des articles 79, 83, 84, 86, 89, 90 et 93 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le titre premier du livre II du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est modifié comme suit :

« De la rénovation des sites d'activité économique désaffectés. »

Art. 2. L'article 79 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacé par le texte suivant :

« Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « Site désaffecté » :

Un ensemble de biens, principalement des immeubles bâtis ou non bâtis, qui ont été le siège d'une activité économique et dont le maintien dans leur état actuel est contraire au bon aménagement du territoire.

(1) Session 1985-1986.

Documents du Conseil. — 56 (1985-1986). — Nos 1-6.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 16 décembre 1986. — Discussion. Vote.

Est prise en considération toute activité industrielle, artisanale, de commerce, de services ou autre, pour autant qu'elle soit de nature économique.

Le site est délimité par un périmètre comprenant l'ensemble des biens qualifiés ci-dessus.

Ce périmètre peut également comprendre :

1. des immeubles ou parties d'immeubles encore affectés à une activité économique à condition que la rénovation permette la poursuite de cette activité;
2. des immeubles ou parties d'immeubles, sièges d'une activité économique, mais occupés à titre précaire;
3. des immeubles ou parties d'immeubles qui ont une affectation autre qu'économique mais dont la disposition est nécessaire au bon aménagement des lieux et ce, à condition que la nécessité de disposer de ces biens soit établie par un schéma directeur d'aménagement du site approuvé par l'Exécutif.

2° « Rénovation » :

La remise en état d'un site afin de permettre sa réaffectation ou de lui rendre une affectation. »

Art. 3. Le 4° de l'article 83 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est modifié comme suit :

« 4° Il y a arrêt définitif des travaux. »

Le texte de cet article est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° Il est constaté que les travaux ne sont pas conformes ou ne sont pas exécutés dans les délais prescrits. »

Art. 4. Le texte de l'article 84, § 1er du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est modifié comme suit :

« Sur requête, le président du tribunal de première instance, siégeant en référé, accorde l'autorisation de procéder à la vente publique des biens immobiliers compris dans le site.

Le propriétaire et le maître de l'ouvrage sont préalablement entendus ».

Art. 5. L'article 88 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est abrogé.

Art. 6. L'article 89 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la Région ou une autre personne morale de droit public est propriétaire d'un site rénové, elle peut, moyennant l'accord de l'Exécutif, aliéner tout ou partie du site ou céder sur celui-ci des droits de location de superficie ou d'emphytéose dans les conditions fixées par l'Exécutif.

Si l'autorisation d'aliéner tout ou partie du site est accordée, toutes les aliénations, mêmes successives, sont subordonnées à l'obligation de prévoir dans l'acte d'aliénation une clause précisant que la Région ou toute autre personne de droit public désignée par l'Exécutif peut racheter le bien.

L'Exécutif fixe les cas dans lesquels ce rachat peut être décidé et les conditions dans lesquelles il doit s'effectuer. Toutefois, l'aliénation ou le rachat s'effectue :

1° en ce qui concerne le site, à la valeur vénale telle qu'elle a été fixée dans les deux mois de l'achèvement des travaux de rénovation, par le Ministre ayant la rénovation des sites d'activité économique désaffectés dans ses attributions, au vu d'un rapport du Comité d'Acquisition d'Immeubles. Cette valeur est adaptée depuis sa fixation en fonction de l'indice des valeurs immobilières que publie le Gouvernement;

2° en ce qui concerne les implantations réalisées ultérieurement au procès-verbal de réception des travaux de rénovation, tels que, par exemple, plantations, infrastructure, bâtiments, à la valeur vénale, déterminée également par le Comité d'Acquisition d'Immeubles.

Les recettes provenant de la vente ou de la cession des droits de location de superficie ou d'emphytéose seront versées au Fonds de rénovation des sites wallons créé par l'article 91. Toutefois, avec l'autorisation de l'Exécutif, elles pourront être affectées à la poursuite de l'opération de rénovation en cours, à défaut à la poursuite d'une autre opération en cours, à défaut encore à une opération de rénovation à créer. »

Art. 7. L'article 90, § 2 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est abrogé.

Art. 8. L'article 93, § 1er du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacé par la disposition suivante :

« A dater de la notification prévue à l'article 81, § 1er du Code, jusqu'à la fin des travaux constatée conformément aux modalités déterminées par l'Exécutif, les propriétaires ne peuvent aliéner ou grever de droits réels les biens situés dans le site à rénover, sans l'autorisation de l'Exécutif.

L'Exécutif notifie sa décision dans les trois mois de réception de la demande qui lui en est faite. A défaut, la décision est réputée favorable. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruelles, le 22 janvier 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région wallonne,

A. DECLETY

Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne,

Ch. AUBECQ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 819

22. JANUAR 1987. — Dekret zur Abänderung der Überschrift des Titels eins des Buches II und zur Aufhebung der Artikeln 79, 83, 84, 86, 89, 90 und 93 des Wallonisches Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches (1)

Die Wallonische Regionalexekutive hat angenommen und Wir, Exekutive sanktionieren was folgt :

Artikel 1. Titel eins von Buch II des Wallonische Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

« Die Neugestaltung von stillgelegten Wirtschaftsräumen. »

Art. 2. Artikel 79 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgende Wortlaut ersetzt :

« Für die Anwendung des vorliegenden Titels, versteht man unter :

1° « Stillgelegter Wirtschaftsraum » :

eine Gruppe von Gütern, hauptsächlich bebauten oder nicht bebauten Grundstücken, die Sitz einer Wirtschaftstätigkeit gewesen sind und deren Erhaltung im augenblicklichen Zustand den Grundsätzen einer zweckmässigen Raumordnung zuwiderläuft.

In Betracht kommen alle Industrie-, Handwerks-, Handels-, Dienstleistungs- oder andere Tätigkeiten, insofern sie wirtschaftlicher Art sind.

Der Wirtschaftsraum wird durch einen Bereich begrenzt, der die gesamten o.e. Grundstücke umfasst.

In diesen Bereich können ebenfalls einbezogen werden :

1. unbewegliche Güter oder Teile von unbeweglichen Gütern, die noch zu einer wirtschaftlichen Tätigkeit dienen, vorausgesetzt, die Neugestaltung lässt die Weiterführung dieser Tätigkeit zu;

2. unbewegliche Güter oder Teile von unbeweglichen Gütern, die Sitz einer Wirtschaftstätigkeit sind, jedoch nur auf Widerruf benutzt werden;

3. unbewegliche Güter oder Teile von unbeweglichen Gütern, die eine andere als wirtschaftliche Zweckbestimmung haben, aber deren Verfügung für eine zweckmässige Ortsgestaltung erforderlich ist und zwar unter der Bedingung, dass die Notwendigkeit über diese Güter zu verfügen, durch ein raumordnerisches Leitschema des Wirtschaftsraumes, das von der Exekutive genehmigt wurde, nachgewiesen wird.

2° « Neugestaltung » :

die Wiederherstellung eines Wirtschaftsraumes mit dem Ziel, ihm eine neue Zweckbestimmung zuzuteilen oder eine Zweckbestimmung zurückzugeben. »

Art. 3. Punkt 4 von Artikel 83 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

« 4. die Arbeiten endgültig stillgelegt werden. »

Der Wortlaut dieses Artikels wird durch einen wie folgt lautenden Punkt 5 ergänzt :

« 5. festgestellt wird, dass die Arbeiten nicht vorschriftsmässig sind oder nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen durchgeführt werden. »

Art. 4. Der Wortlaut von Artikel 84, § 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird wie folgt abgeändert :

« Auf Ansuchen erteilt der Vorsitzende des erstinstanzlichen Gerichts mittels einstweiliger Verfügung die Genehmigung, den öffentlichen Verkauf der im Wirtschaftsraum gelegenen unbeweglichen Güter vorzunehmen. Der Eigentümer und der Bauherr werden vorher angehört. »

Art. 5. Artikel 86 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches ist aufgehoben.

Art. 6. Artikel 89 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Ist die Region oder jegliche andere öffentlichrechtliche Person Eigentümerin eines neugestalteten Wirtschaftsraumes, so darf sie mittels Genehmigung der Exekutive, den gesamten Wirtschaftsraum oder Teile davon veräußern oder auf ihm Erbpacht- oder Erbbaurechte unter den von der Exekutive festgelegten Bedingungen abtreten.

Wird die Genehmigung zur Veräußerung des gesamten Wirtschaftsraumes oder von Teilen davon gewährt, so besteht für jegliche, selbst aufeinanderfolgende Veräußerungen die Pflicht, in der Veräußerungsurkunde eine Klausel vorzusehen, in der bestimmt wird, dass die Region oder jegliche andere von der Exekutive bezeichnete öffentlich-rechtliche Person das Gut zurückkaufen darf.

Die Exekutive legt die Fälle fest, in denen dieser Rückkauf beschlossen werden darf und die Bedingungen unter denen er erfolgen muss. Die Veräußerung oder der Rückkauf erfolgen jedoch :

1° was den Wirtschaftsraum betrifft, zum Verkaufswert, so wie er innerhalb zwei Monaten nach Beendigung der Neugestaltungsarbeiten durch den für die Neugestaltung von stillgelegten Wirtschaftsräumen zuständigen Minister aufgrund eines Berichtes des Immobilienerwerbskomitees festgelegt wurde. Dieser Wert wird ab seiner Festlegung im Verhältnis zum Immobilienwertindex, der durch die Regierung veröffentlicht wird, angepasst;

2° was die nach dem Protokoll über die Abnahme der Neugestaltungsarbeiten durchgeführten Anlagen wie zum Beispiel Anpflanzungen, Infrastruktur, Gebäude betrifft, zu ihrem Verkaufswert, der ebenfalls durch das Immobilienerwerbskomitee festgelegt wird.

(1) Sitzungsperiode 1985-1986.

Ratsdokumente. — 56 (1985-1986). — Nrn. 1 bis 6.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1986. — Diskussion. — Abstimmung.

Die von der Veräußerung oder von der Abtretung von Erbpacht- oder Erbbaurechten stammenden Einnahmen werden dem durch Artikel 91 eingeführten Fonds für die Neugestaltung der Wallonischen Betriebsgelände zugeführt. Mit der Genehmigung der Exekutive dürfen diese jedoch für die Weiterführung der laufenden Neugestaltungsmassnahme, in Ermangelung solcher, für die Weiterführung einer anderen laufenden Massnahme, in Ermangelung einer solchen schliesslich einer zu schaffenden Neugestaltungsmassnahme bestimmt werden. »

Art. 7. Artikel 90, § 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 8. Artikel 93, § 1 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Ab der in Artikel 81, § 1 des Gesetzbuches vorgesehenen Zustellung bis zum Ende der Arbeiten, das durch gemäss den durch die Exekutive bestimmten Modalitäten festgestellt wird, dürfen die Eigentümer innerhalb des neuzugestaltenden Wirtschaftsraumes liegende Güter nicht ohne Genehmigung der Exekutive veräußern oder mit dinglichen Rechten belasten.

Die Exekutive stellt ihre Entscheidung innerhalb drei Monaten nach Empfang des Antrags, der ihr gestellt wurde zu. Ist dies nicht der Fall, so wird die Entscheidung als günstig angesehen. »

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.

Brüssel, den 22. Januar 1987.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den neuen Technologien, den auswärtigen Beziehungen, den allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region,

A. DECLETY

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der bezuschussten Arbeiten für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N. 87 — 819

22 JANUARI 1987. — Decreet houdende wijziging van het opschrift van titel I van boek II, evenals opheffing van artikelen 79, 83, 84, 86, 89, 90 en 93 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Titel I van boek II van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt :

« Vernieuwing van afgedankte economische bedrijfsruimten. »

Art. 2. Artikel 79 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt vervangen door volgende tekst :

« Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° « Afgedankte bedrijfsruimte » :

Een geheel van goederen, hoofdzakelijk bebouwde of niet bebouwde onroerende goederen die gediend hebben voor een economische activiteit en waarvan het behoud in de tegenwoordige staat niet voldoet aan de eisen van een goede ruimtelijke ordening.

Iedere industriële, ambachtelijke, dienstverlenende of andere activiteit wordt in acht genomen voor zoveel zij van economische aard is.

De bedrijfsruimte is door een gebiedsdeel bevattende het geheel van de hierboven bepaalde goederen afgebakend.

Dit gebiedsdeel mag evenals inhouden :

1. gebouwen of delen van gebouwen die nog voor een economische activiteit bestemd zijn op voorwaarde dat de vernieuwing het vervolg van deze activiteit toelaat;

2. gebouwen of delen van gebouwen die dienen voor een economische activiteit maar die ter bede gebruikt worden;

(1) *Zitting 1986-1987.*

Stukken van de Raad. — 56 (1985-1986). — Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 16 december 1986. — Bespreking. — Stemming.

3. gebouwen of delen van gebouwen die een andere dan economische bestemming hebben maar waarvan de beschikking nodig is voor de goede ruimtelijke ordening en dit, op voorwaarde dat de noodzakelijkheid om over deze goederen te beschikken bevestigd is door een leidend schema van de ordening van deze bedrijfsruimte goedgekeurd door de Executieve.

2° « Vernieuwing » :

Het weer in goede staat brengen van een bedrijfsruimte om er een nieuw gebruik van toe te laten of om er opnieuw een bestemming aan te geven. »

Art. 3. Het 4° van artikel 83 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt :

« 4° Ingeval de werken definitief worden stopgezet. »

De tekst van dit artikel wordt aangevuld door een 5° luidend als volgt :

« 5° Er wordt vastgesteld dat de werken niet overeenkomstig zijn of niet in de voorgeschreven tijden uitgevoerd zijn. »

Art. 4. De tekst van artikel 84, § 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt gewijzigd als volgt :

« Op verzoekschrift verleent de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, in kort geding zitting houdend, machtiging om over te gaan tot de openbare verkoop van de onroerende goederen die tot de bedrijfsruimte behoren.

De eigenaar en de opdrachtgever worden vooraf gehoord. »

Art. 5. Artikel 86 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 89 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer het Waalse Gewest of enige andere publiekrechtelijke rechtspersoon eigenaar is van een vernieuwde bedrijfsruimte is het hem toegestaan, mits toestemming van de Executieve, de ganse of een deel van de bedrijfsruimte over te dragen of op deze, rechten van oppervlaktehuur of van erfpacht af te staan volgens de door de Executieve goedgekeurde bepalingen.

Wanneer de toestemming tot vervreemding van de ganse of van een deel van de bedrijfsruimte toegestaan is, zijn alle vervreemdingen, zelfs opeenvolgende, afhankelijk van de verplichting een clause bepalende dat het Gewest of enige andere publiekrechtelijke rechtspersoon aangeduid door de Executieve het goed mag terugkopen te voorzien in de vervreemdingsakte.

De Executieve bepaalt de gevallen waarin deze terugkoop mag beslist worden en de voorwaarden waarin hij plaats moet hebben. Nochtans gebeurt de vervreemding of de terugkoop :

1° voor wat betreft de bedrijfsruimte aan de verkoopwaarde zoals bepaald, binnen de twee maanden van de beëindiging van de vernieuwingswerken, door de Minister tot wiens bevoegdheid de vernieuwing van afgedankte economische bedrijfsruimten behoort na inzage van het verslag van het Comité voor aankoop van onroerende goederen. Vanaf haar vaststelling is deze waarde aangepast afhankelijk van het door de Regering uitgegeven indexcijfer van de waarde van onroerende goederen;

2° voor wat betreft de naderhand het ontvangstproces-verbaal van de vernieuwingswerken verrichte inplantingen zoals, bij voorbeeld, beplantingen, infrastructuur, gebouwen aan hun verkoopwaarde, evenals bepaald door het Comité voor aankoop van onroerende goederen.

De ontvangsten voortkomend van de verkoop of de overdracht van de rechten van oppervlaktehuur of van erfpacht zullen op het Fonds voor de vernieuwing van de bedrijfsruimte in Wallonië, ingesteld door artikel 91, gestort worden. Nochtans zullen zij mogen bestemd worden, met toestemming van de Executieve, voor het vervolg van de vernieuwingswerken die aan de gang zijn, bij gebreke van het vervolg van een ander werk dat aan de gang is of bij gebreke van nog in te stellen vernieuwingswerken.

Art. 7. Artikel 90, § 2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 93, § 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Vanaf de kennisgeving bedoeld in artikel 81, § 1, tot het einde van de werken, vastgesteld overeenkomstig de regels gesteld door de Executieve, mogen de eigenaars enig goed dat gelegen is binnen de te vernieuwen bedrijfsruimte niet vervreemden of met zakelijke rechten bezwaren zonder toestemming van de Executieve.

De Executieve deelt haar beslissing mede binnen drie maanden na de ontvangst van het verzoek dat tot hem wordt gericht. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing geacht gunstig te zijn ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 januari 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de nieuwe Technologieën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Economie, Tewerkstelling en Middenstand,

A. DECLÉTY

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Toezicht,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken,

Ch. AUBÉCQ

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw,

D. DUCARME